

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Canada

LES RELATIONS ENTRE LE QUÉBEC ET LE POUVOIR FÉDÉRAL

M. René Lévesque s'apprête à livrer un « match impressionnant » à M. Trudeau

De notre correspondant

Montréal. — Commentant la très nette victoire de M. Trudeau aux élections du 18 février, et plus particulièrement les résultats exceptionnels du parti libéral au Québec (sept-vingt sièges sur cent-vingt), le premier ministre fédéral, M. Trudeau, a déclaré que les élections québécoises avaient prouvé « d'une façon évidente » que le Québec n'est pas une province, mais une nation.

M. Ryan voit dans cette élection la preuve que l'économie du Québec n'est pas une simple annexe de l'économie fédérale. Il a déclaré que le Québec n'est pas une province, mais une nation.

M. Lévesque estime que les Québécois ont voté plus pour M. Trudeau lui-même qu'ils ne l'ont fait pour son parti.

Ces propos semblent indiquer que le gouvernement québécois a l'intention d'exploiter à son profit le climat de confrontation qui existe entre les deux provinces.

Pour sa part, le chef de l'opposition libérale à l'Assemblée du Québec, M. Claude Ryan, a donné une interprétation totalement opposée de la victoire de M. Trudeau.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

M. Ryan a déclaré que les Québécois ont voté pour M. Trudeau parce qu'ils ont voulu une « grande victoire ».

Encore une fois, la presse s'interroge sur l'apparente contradiction qui fait que les Québécois votent pour le parti conservateur, mais qu'ils ne veulent pas un gouvernement fédéral.

Relevant l'explication traditionnelle que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral, M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

Le Québec n'est pas une province, mais une nation. M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

Le Québec n'est pas une province, mais une nation. M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

Le Québec n'est pas une province, mais une nation. M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

Le Québec n'est pas une province, mais une nation. M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

M. Ryan a déclaré que les Québécois ne veulent pas un gouvernement fédéral.

L'agitation s'étend au Mexique et en Amérique centrale

L'agitation sociale et politique s'étend au Mexique et en Amérique centrale. Le durcissement des positions prises par les forces en présence dans plusieurs pays de la région et la préoccupation croissante du gouvernement des États-Unis témoignent de l'importance d'une crise chaque jour plus préoccupante.

À MEXICO, des négociations ont commencé entre les occupants des ambassades du Guatemala et de Belgique et un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Les paysans qui se réclament du Front national démocratique populaire (FNDP), exigent la libération de vingt prisonniers politiques et des informations sur le sort de six cents disparus.

Il semble que les occupants se soient emparés des communications sans armes et même sans violence. Un des leurs a lancé, par l'intermédiaire des journalistes, un appel au peuple mexicain « pour qu'il nous apporte de la nourriture, car nous sommes affamés ».

À SAN-SALVADOR, deux hommes de forte présence ont explosé, mardi matin 18 février, devant l'ambassade du Guatemala, la radio de l'événement et l'autre la bibliothèque de l'université catholique. Les soldats ont été renvoyés par la Front pour libérer l'Amérique centrale du communisme, qui affirme avoir voulu « punir l'archevêque criminel » des Nations Unies, mais a, d'autre part, demandé à l'armée de faire condamner, conformément au code pénal salvadorien, tous les occupants d'édifices publics à des peines allant de quinze ans à vingt ans de prison.

Les militants révolutionnaires ont, quant à eux, libéré, mardi, cent seize des trois cents détenus du régime militaire. M. Julio Flores, secrétaire général de l'Organisation des Forces révolutionnaires (O.F.R.), a déclaré que le gouvernement avait

accepté de réduire de 25 % le prix des fournitures nécessaires à l'agriculture et s'était engagé à fournir une eau potable « bon marché » aux habitants des zones qui entourent la capitale.

À MANAGUA, le gouvernement nicaraguayen a déclaré, mardi, que les nationalistes plusieurs milliers d'habitants de zones rurales et d'accepter la demande des paysans de ne pas restituer « un pouce » des terres déjà conquises.

Un membre de la Junta de gouvernement, M. Sergio Ramírez, a précisé que les années révolues ne pouvaient pas être utilisées pour exploiter les terres non exploitées. Les nationalistes avaient des idées très différentes de celles qui avaient été obtenues légalement.

À SAN-JOSE DE COSTA-RICA, la commission finale de la deuxième assemblée générale de défense des droits de l'homme en Amérique a recommandé la création d'un tribunal permanent en Amérique centrale, chargé de juger, selon le droit international, les personnes impliquées dans des crimes de guerre contre les organisations combattantes ou les populations civiles de la région.

Le document dénonce également l'immigration ouverte de San-Jose dans les zones de guerre, et l'appui donné par l'armée et le gouvernement guatémaltèque à une unité militaire dans la crise que connaît ce pays.

Enfin, le coordinateur de la commission permanente des droits de l'homme en Amérique centrale, le père salvadorien Rigoberto Alas, soulève, dans une déclaration à l'A.P.P., qu'un mouvement d'opposition internationale réclame pour les personnes arrêtées à l'occasion de la prise de la capitale révolutionnaire (O.F.R.), a déclaré que le gouvernement avait

RÉPARTITION DES PARTIS PAR PROVINCE

(autre répartition des sièges obtenus le 18 mai 1979)

	Conservateurs	Libéraux	Nouveaux partis
Ontario	38 (67)	28 (49)	3 (5)
Québec	4 (8)	4 (8)	0 (0)
Manitoba	4 (8)	4 (8)	0 (0)
Saskatchewan	4 (8)	4 (8)	0 (0)
Alberta	4 (8)	4 (8)	0 (0)
Colombie-Britannique	4 (8)	4 (8)	0 (0)
Île du Prince-Édouard	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Manitoba	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Colombie-Britannique	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Île du Prince-Édouard	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Alberta	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Colombie-Britannique	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Île du Prince-Édouard	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Manitoba	2 (4)	2 (4)	0 (0)
Colombie-Britannique	2 (4)	2 (4)	0 (0)

AFRIQUE

Rhodésie

Londres ne juge pas opportune une mission de M. Waldheim à l'occasion des élections

Le gouvernement britannique a fait savoir à M. Waldheim qu'il jugerait inopportune que ce dernier effectue une mission d'enquête en Rhodésie, a indiqué, mardi 19 février, le porte-parole du secrétaire général des Nations unies. Londres souhaite, en revanche, que l'ONU dépêche un observateur à l'occasion des élections du 27 au 28 février. Une mission sur place de M. Waldheim avait été réclamée par le président Nyerere de Tanzanie, au nom des États africains de la « ligne de front ».

D'autre part, le président Kaunda de Zambie a déclaré, mardi, qu'il était, à ses yeux, « impossible de croire à la volonté britannique d'organiser des élections libres et équitables en Rhodésie. » Je dispose de la preuve

irréfutable que les troupes sud-africaines ont été invitées en Rhodésie par le gouvernement britannique », a-t-il ajouté, à propos du contingent sud-africain qui a évacué l'extrême sud rhodésien deux semaines après l'entrée en vigueur, le 4 janvier, du cessez-le-feu.

D'autre part, un prêtre suisse, le Père Kilian Huesner, est mort, mardi 19 février, des suites de ses blessures, à Berea, dans le centre de la Rhodésie. Une bande armée d'une quinzaine d'hommes a enlevé les étudiants et le personnel africain de la mission, tuant le Père Huesner. C'est le second missionnaire assassiné depuis le cessez-le-feu du 4 janvier. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

Visite à un district « chaud »...

Nuanetsi (sud de la Rhodésie). — A huit jours des élections, le district de Nuanetsi héberge encore une fois la guerre et le chaos. Dans cette région presque vide, coincée entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, le cessez-le-feu est sans doute plus fragile qu'ailleurs. D'un côté, d'immenses et mélangés pâturages sont livrés à l'élevage intensif. De l'autre, deux Tribus (Trust Lands) réserves africaines) — Matibi au nord et Maranda à l'est — figurent parmi les plus pauvres du pays. Là, les unités de la guérilla se sont senties chez elles pendant deux ans.

Les combattants de la ZANLA, obéissant à M. Mugabe, y furent les plus nombreux. Celles de la ZIPRA, fidèles à M. Nkomo, étaient cantonnées à l'ouest de la frontière ethnique séparant les Ndebele des Shona. A l'approche du cessez-le-feu, les deux groupes de guérilla ont risqué différemment. « Les combattants de la ZIPRA ont quitté la zone, pour-ils pour gagner un point de rassemblement au Mozambique », explique l'inspecteur de police Bryan Mwebembezi. Les partisans de M. Mugabe ont fait de même. Mais ils sont revenus plus tard après avoir reçu des instructions de leurs chefs. Aujourd'hui, ils sont plus de deux cents.

Les guérilleros ont, plus récemment, jugé bon, après l'ordre de réajustement des forces de sécurité rhodésiennes le mois dernier, de rester maîtres du terrain conquis. « Aujourd'hui, ils sont en civil, circulent en groupes de deux et possèdent des cartes d'identité locales », ajoute l'inspecteur. Ils ont établi des caches d'armes et ordonnent aux habitants de voter pour Mugabe, faute de quoi, effrayant-ils, la guerre se poursuivra.

De notre envoyé spécial

Le district de Nuanetsi reste l'un des plus « chauds » de Rhodésie. Vingt-neuf violations du cessez-le-feu — « confirmées » par la commission de contrôle — ont été commises dans ce seul district (sur un total national d'environ deux cents) : embuscades, vols à main armée, razzias illégales, tentatives de sabotage. Les activités de la guérilla, admet tout de même l'inspecteur, ont diminué de moitié depuis la proclamation du cessez-le-feu, et les infiltrations en provenance du Mozambique ont pris fin.

Aucun « soutien », selon lui, n'opère dans le district. Les forces de sécurité se sont contentées de protéger, lors d'une mission ponctuelle, l'importante voie ferrée reliant Beitbridge à Fort Victoria.

Une consultation « libre et équitable »

Maranda et Matibi sont sur la liste des vingt « zones tribales », selon les autorités britanniques, les parties autres que la ZANU-P.F. éprouvent beaucoup de mal à mener leur campagne de leurs supporters font campagne. Lord Soames a menacé d'y intervenir si les initiatives des deux camps continuent. Jusqu'à présent, il est vrai, seule la formation de M. Mugabe a pu tenir un meeting électoral. Outre à cinq mille personnes y assistaient.

Tout est reconnaissant que les autres dirigeants n'ont pas osé rendre dans certains secteurs, bastions de la ZANU-P.F., le contrôle électoral britannique en charge du district, M. Neil Kay, un ministre noir salue que le gouvernement. « Tous les

partis ont pu, dans l'ensemble, sceller leurs alliances et distribuer leurs programmes, obéissant-ils. Les habitants sont d'ailleurs mieux informés sur les partis en présence qu'il ne l'était à première vue : on peut dire que les élections seront assez libres et équitables. Pour sa part, M. Jim Collins, commissaire du district, souligne que les paysans, par crainte des représailles, n'ont pas pu plaindre des menaces dont ils ont l'objet. C'est d'ailleurs une partie des déclarations de M. Nkomo, nous racontant pourtant tout démenties avec les guérilleros de la ZANLA, présents dans la zone tribale.

Noyés dans la brume, la mission méthodiste de Lundi se trouve à une demi-heure d'altitude. M. Andrew Ncube et dirige l'une des rares écoles restées ouvertes dans la région. Il appartient à l'éthnie de M. Nkomo mais la plupart de ses élèves sont, comme M. Mugabe, des Shona. Aucun responsable n'est venu faire campagne dans cette région isolée et sous-peuplée. Selon M. Ncube, la situation est redevenue « presque normale ». Pour lui, la victoire de la ZANU-P.F. ne lui assure donc, ni à lui-même, ni dans l'ensemble du district. En avril 1979, lors des élections ayant porté au pouvoir l'ancien Mozambique, 90 % seulement des inscrits avaient participé au scrutin. Les villageois restent réticents à se prononcer sur le caractère secret de leur choix. « Bien sûr », répond M. Ncube. Mais cela ne change rien. Les gens sont très superstitieux. Ils voient comme la ZANU-P.F. leur demande de croire dans les pouvoirs surnaturels et pensent qu'on pourra toujours avoir un jour à qui ils ont accordé leur préférence. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Collection Sociologies. Des ouvrages suffisamment importants pour que la presse en parle régulièrement.



- Conflits du travail et changement social : par G. Adam et J.-D. Reynaud.
- Les connexions culturelles du capitalisme : par D. Bell.
- Effets pervers et ordre social : par R. Boudon.
- L'individualisme institutionnel ; Essai sur la sociologie de Talcott Parsons : par F. Bourricaud.
- L'esprit du jacobinisme : par A. Cockin.
- L'inégalité ; Influence de la famille et de l'école en Amérique : par C. Jencks.
- Psychologie des minorités actives : par S. Moscovici.
- Logique de l'action collective : par M. Olson.

Collection Sociologies dirigée par Raymond Boudon et François Bourricaud.

SEJOURS LINGUISTIQUES ET SPORTIFS

Jeunes de 11 à 18 ans.

PAQUES - ÉTÉ 1980

Grande-Bretagne - U.S.A. - Allemagne - Espagne

Comité d'Accueil de l'Enseignement Public

88, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS - Tél. 329-12-88

Formation individuelle ou professionnelle

COURS INTENSIFS

ANGLAIS - ALLEMAND

avec matériel - hors du commun

audiovisuel

Centrafrique

CONDAMNATION A MORT D'UN ANCIEN LIEUTENANT-COLONEL ACCUSÉ DU MEURTRE DE DEUX ENFANTS

Bangui (A.F.P.). — Le cour criminel de Bangui a condamné, mardi 19 février, à la peine capitale M. Jean-Pierre Trin, ancien lieutenant-colonel, pour assassinats, tentative de meurtres et complicité de coups et blessures.

Le 30 janvier 1979, au cours de manifestations de haine et d'insultes, il avait tiré à balles perdues et tué deux enfants. En représailles, il était retourné, accompagné de trois soldats, quelques heures plus tard, près de son domicile, et selon l'accusation, il avait tué sur place deux enfants et blessé une dizaine de personnes à coups de pistolet automatique. Une vingtaine de témoins — pour la plupart des vétérans de M. Trin — ont confirmé, devant la cour, sa participation directe à ces crimes.

C'est la deuxième condamnation à mort prononcée par le cour criminel depuis le début, lundi, du procès de trente-quatre collaborateurs de l'armée française.

République Sud-Africaine

UN AVERTISSEMENT AU MOZAMBIQUE A LA SUITE D'INFILTRATIONS DE GUÉRILLEROS

Dans une note publiée mardi 19 février, Pretoria a lancé un avertissement au gouvernement du Mozambique, lui signalant la possibilité d'une riposte sud-africaine à l'égard de la commission de contrôle des réfugiés, au cas où Maputo persisterait à abriter des militaires du Congrès national africain (ANC), banni en République Sud-Africaine, qui seraient engagés dans des actes de « sabotage » et de « meurtres » en territoire sud-africain. Pretoria a aussi annoncé le déploiement en cours, sur la frontière, de forces militaires afin de contrôler d'éventuelles infiltrations de réfugiés de l'ANC à partir du Mozambique. La note rend Maputo entièrement responsable de la présence sur son territoire de ces terroristes et de leurs actions.

Les mesures prises par Pretoria, dans le nord de l'État de Natal, bordé à l'ouest par le Swaziland et au nord par le Mozambique, sont les premières d'une série similaires sur cette frontière. Elles font suite à la découverte, la semaine dernière dans ce secteur, d'un important dépôt d'armes légères et d'explosifs d'origine soviétique, qui aurait été construit selon la police sud-africaine, par des réfugiés infiltrés à partir du Mozambique. Ces derniers auraient été acheminés pendant le week-end au magasin proche d'Agincourt, du côté sud-africain de la frontière. (A.F.P.)

FACE AU CENTRE POMPIDOU

A louer 6600 m² de bureaux neufs au cœur de Paris



"Le Beaubourg", 31, rue Beaubourg - 75003 Paris.

Le Beaubourg développe 6600 m² divisibles, sur 6 étages standard. Il dispose de 121 parkings privés en sous-sol.

D. FEAU entreprises

261.80.40

132, boulevard Haussmann - 75008 Paris

SAGGEL-VENDÔME

723.54.28

123, av. des Champs-Élysées - 75008 Paris.

Le métro est au pied de l'immeuble, station Beaubourg. Et toutes les lignes RER sont à 300 m, avec la station Châtelet-Les Halles.

Vous recevrez la plaquette de "Beaubourg" et le guide du quartier en envoyant ce coupon à D. Feau entreprises ou à Saggel-Vendôme.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Sotheby Parke Bernet

le plaisir d'annoncer la visite à Paris de ses spécialistes de Londres

les lundi 25 et mardi 26 février

DESSINS ANCIENS

Elisabeth Hammond

GRAVURES ANCIENNES

Nancy Bialler

GRAVURES MODERNES

Libbie Howie

qui seront heureuses d'examiner tout dessin et gravure et d'en donner gracieusement une estimation en vue d'une vente éventuelle

Les personnes désireuses de les rencontrer sont priées de contacter :

SOTHEY PARKER BERNET France

3, rue de Miromesnil 75008 Paris - tél. 266.40.60

LE MONDE

est imprimé sur le papier de la Commission de l'Énergie, des Ressources et de l'Environnement

Vous y trouverez également

LA MAISON

qui vous réchauffe

EUROPE

La défense des droits de l'homme éclipse la science au Forum de Hambourg

Un Forum scientifique, de la C.S.C.E. à Hambourg, le dialogue de la science entre les représentants des pays occidentaux et ceux de l'E.R.S.S. et de ses alliés, aura lieu, à la fin de la semaine, du mardi 19 février. Après le professeur Lenoir, prix Nobel de médecine, les représentants de la Belgique, de la Suisse, du Luxembourg, de la Norvège et de la Grande-Bretagne ont été nommés pour l'E.R.S.S. et à exprimer très crûment son opinion sur le comportement de la police soviétique à l'égard d'André Sakharov et de sa femme, dont on venait d'apprendre qu'il avait été battu par la milice. Les débats totaux et télévisés ont été interrompus par ces questions n'étaient pas son programme.

À partir de ce mercredi, les séances du Forum ne sont plus publiques et la réunion sera tenue en privé.

«Happening musical» pour Sakharov

● À PARIS, le violoncelliste Mieczyslaw Rosendorfer et sa femme, la cantatrice Gella Yezelskaya, ont annoncé qu'ils avaient l'intention de se réunir à organiser, le 27 février, un concert intitulé en hommage à M. André Sakharov, et consacré à la lutte pour la paix.

À l'Académie des sciences morales et politiques

OU VA LE ROYAUME-UNI ?

Le décès du Royaume-Uni, naguère première puissance économique de la planète (au moins avant 1974), et sa coexistence avec une tension internationale et une situation économique intérieure et extérieure toujours plus difficiles, ont été l'objet d'un séminaire à l'Académie des sciences morales et politiques.

L'auteur de *Messieurs les Anglais* a abordé les aspects des conséquences économiques du démantèlement d'un immense empire colonial, survivant après la première guerre mondiale, et ses séquelles sur le plan politique et social, appuyées par l'apparition de nouveaux concurrents sur le marché mondial et la guerre de 1939-1945.

M. René Dabernat étudie la lutte mondiale qui s'est déroulée à partir de 1960 et a pourvu, tandis que la crise s'aggrave, jusqu'à l'arrivée de M. Thatcher.

La société se transforme, se libère et des changements de structure se dessinent. Avec des aspects positifs : le Royaume-Uni est le premier pays européen à passer aux applications industrielles et militaires de l'énergie nucléaire (il sera souvent dépassé ou supplanté, il est vrai), mais l'exploitation des gisements d'hydrocarbures de la mer du Nord est en passe de lui assurer une totale autonomie énergétique.

Enfin, on observe une reconstruction des implantations industrielles. En même temps, les gouvernements successifs du Royaume-Uni, qu'ils soient travaillistes ou conservateurs, tentent de redresser la situation, en décidant de tourner vers l'Europe, en abandonnant plusieurs bases de la « route des Indes », en réduisant le budget militaire et en demandant l'adhésion au Marché commun.

Dans ce contexte, M. Dabernat étudie les rapports souvent étonnants de la Grande-Bretagne avec le communisme : « Le Royaume-Uni, dit-il, ne pouvait facilement passer d'un système anti-européen, animé de la dureté de l'acier à un système européen créé par d'autres que lui et, de ce fait, n'est pas son image ».

En conclusion, l'auteur envisage deux issues, l'une d'ordre choc entre les tenants de la lutte des classes et ceux qui veulent démocratiquement réaliser des traditions anglo-saxonnes de responsabilité et d'effort.

Les billets gratuits pourront être retirés, salle Pleyel, à partir du 22 février.

Le Sénat américain a adopté mardi à l'unanimité une résolution réclamant la libération du président Carter de prison « dans les termes les plus vigoureux et sans réserve ».

Le Sénat américain a adopté mardi à l'unanimité une résolution réclamant la libération du président Carter de prison « dans les termes les plus vigoureux et sans réserve ».

Nouveau ministre-délégué français

M. GASCHIGNARD

À PARIS SES FONCTIONS À BERLIN

M. Paul-Frédéric Gaschignard, nouveau ministre-délégué adjoint au général chef du gouvernement militaire français et commandant du secteur français de Berlin, est arrivé à Berlin le 19 février.

M. Gaschignard a été nommé à la tête de la mission française à Berlin le 19 février 1979.

Turquie

L'ÉTAT DE SIÈGE EST ÉTENDU À DEUX NOUVELLES PROVINCES

Ankara (A.F.P.). — Le conseil des ministres turc a décidé, le 19 février, de prolonger l'état de siège dans les provinces de Van et de Bitlis.

Cette décision, qui a été prise sur la recommandation du conseil national de sécurité, s'explique par la situation de la région.

Le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres souligne que l'ensemble des mesures adoptées pour rendre la situation plus sûre.

Le responsable de la province a, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Le responsable de la province a, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Le responsable de la province a, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Le responsable de la province a, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Le responsable de la province a, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Les religions en Yougoslavie

III. — L'Eglise catholique à la pointe de la contestation et de la collaboration

De notre envoyé spécial HENRI FESQUET

La plus importante religion en Yougoslavie est l'Eglise orthodoxe dont le patriarche de Belgrade est autochrone et dont les nombreux monastères perpétuent une longue tradition spirituelle (le Monde du 10 février). L'Eglise catholique, avec laquelle le régime de Tito a signé un protocole est solidement implantée.

Belgrade. — Des trois confessions principales, en Yougoslavie, l'Eglise catholique est celle qui a été la plus malade. Elle a été explicitement : « Nous refusons de nous reconnaître de son pouvoir ».

De ces temps de catharisme, reste une sorte de rousseauisme dans la vie des catholiques, une certaine de son bon droit.

Mais il a le dialogue entre chrétiens séparés de passionnément. Les catholiques ont une certaine de son bon droit.

Des micros doublement clandestins

rausamment... et ceux qui ont la catholisation épiscopale. Les catholiques ont une certaine de son bon droit.

LE PRÉSIDENT TITO

A REÇU QUELQUES VISITES

Les médias du président Tito sont étonnés des faiblesses de récupération de leur patient qui, mardi 19 février, s'est assis dans son lit et a reçu quelques visites.

Le bulletin de santé publié ce jour-là, dans le journal *Pravda*, déclare que l'état de santé du chef de l'Etat est « grave ».

D'autre part, la présidence polono-polonaise a annoncé que le président Tito a été admis à la présidence polono-polonaise.

Espagne

UNE ORGANISATION BASQUE MENACE DE SE PRENDRE AUX INTÉRÊTS FRANÇAIS

Madrid (A.F.P.). — Le bureau national de la coalition indépendante basque (Euzko Alderdi Jaiakerak) a décidé, mardi 19 février, de réviser son programme.

La coalition basque évoque dans son programme la « réintégration » des Basques dans la communauté internationale.

Les Basques ont, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Les Basques ont, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Les Basques ont, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Les Basques ont, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Les Basques ont, en effet, estimé que les étudiants et ouvriers turcs, kurdes, arméniens et albanais qui étaient installés dans une chapelle désaffectée, ont violé le protocole d'accord entre les deux parties.

Italie

ONZE RAVISSEURS PRÉSUMÉS ARRÊTÉS EN SARDAIGNE

Cagliari (A.F.P.). — Les forces de l'ordre ont réalisé un coup de filet important en arrêtant, le 19 février, onze des quatorze personnes qu'il recherchait pour avoir participé à des enlèvements dans la région de la Sardaigne.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

Trois personnes avaient été enlevées en moins de deux jours dans la région d'Ostia, huit dans la région de Rome.

Les suspects arrêtés sont accusés d'appartenir à des groupes de « brigades rouges ».

se mettaient à appliquer l'autogestion

se mettaient à appliquer l'autogestion tant décriée par les conservateurs.

Dans les années 80, il y avait déjà eu des associations de producteurs agricoles par l'Etat dans la région de la Vojvodine.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Sur le plan culturel, les bienfaits de l'autogestion sont incontestables. C'est la fin d'une attitude de boudoir et un essai pour élargir la place de l'Etat dans la société.

Les risques

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

On ne peut d'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, faire fi du fait que l'Etat socialiste de la République socialiste fédérative et le Saint-Siège. Acte bilatéral qui ne correspond pas à un accord, ce document demande l'abandon de leurs fonctions ecclésiastiques à des fins politiques.

alcatraz
NOUVEL ETABLISSEMENT
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
PARIS-EST 843-93-39

37, Av. du Général
MICHEL BIZOT
PARIS 12^e
340-80-47



Tous les films, toutes les salles,
la plus grande sélection critique de cinéma, chaque semaine.

Paris Hebdo N°7

PARIS C'EST PLANANT

Paris-Hebdo vous dit à quel prix vous pourrez survoler la capitale à 200 km/heure en hélicoptère.

OUVREZ PARIS LA NUIT

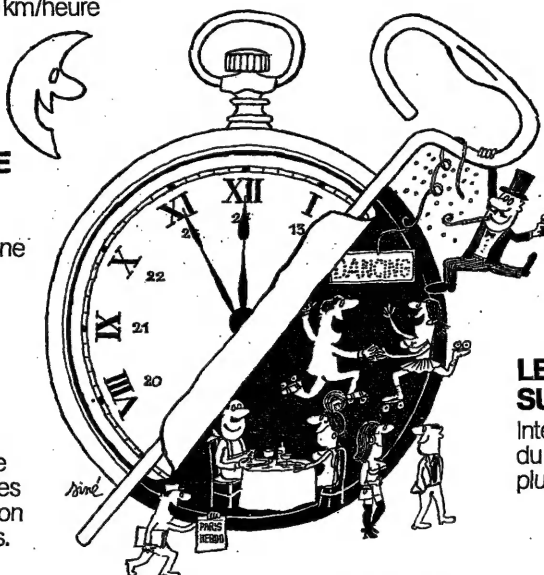
Métro, autobus, cinéma, télé, théâtre, distractions s'arrêtent trop tôt la nuit : laissez-les vivre.

"PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI"

L'histoire lamentable et haletante du hold-up d'une banque de banlieue.

9 FLEURISTES EFFEUILLÉS

Paris-Hebdo décerne aux meilleurs fleuristes de Paris des fleurs non dépourvues d'épines.



LES PETITS "CRACRAS" DE LA BD

Des affreux, des pas beaux. Ils sévissent dans "Charlie-Hebdo" et "l'Écho des Savanes".

LEVER DE RIDEAU SUR ANTOINE VITEZ

Interview en deux actes du metteur en scène le plus contesté du moment.

UN FUNAMBULE DE 76 ANS

Nathan Milstein tente un pari périlleux, une folie sans filet : rien moins qu'une soirée récital pour violon-seul... tout seul.

LES DÉPUTÉS DE PARIS AU BANC D'ESSAI

Quartier par quartier, les plus ouverts, les plus efficaces pour faire sauter une contravention ou pour faire réformer son petit frère.



SORTEZ DE VOTRE TROU, LISEZ PARIS-HEBDO.

PARIS-HEBDO - N° 7 - 6 F

TABLE 1

Printemps
Houssmann / Nation / Pelyz / Vélizy / Italie-Galaxie
Entrepôt de l'Île-St-Denis.

A

II. — Deux « arcs » de crise

par JACQUES
HUNTZINGER (*)

L'âge d'or

Ces deux grands axes de crise sociale dont l'un exprime la dégradation du statut embryonnaire des deux grandes puissances et l'autre exprime la dynamique de la société internationale, ne se contentent pas de se croiser. Mais ils s'enchevîssent.

Des guerres locales, des foyers de tension, peuvent d'autant plus s'internationaliser que les Deux Grands semblent décidés plus que jamais à se marquer pour ne pas perdre la face l'un à l'égard de l'autre. Les guerres des petits peu-

vent devenir la guerre des Grands.
 Les émeutes du monde peuvent
 devenir foyers d'incendie. Farouk
 qui s'inspire de la doctrine de
 la guerre pour dénoncer la
 compétition ouverte, il suffirait
 de peu de chose, même si la
 volonté n'est pas à la guerre.
 Pour que le risque d'avoir la
 guerre, les antagonismes
 approfondissent l'insécurité
 et les armements inquiétants, les mé-
 difiances et les tentations formi-
 dables de part et d'autre. Un
 Sarajevo peut se produire parce
 que les Deux Grands, quel qu'en
 soit le résultat, auront plus se-
 riellement osé maltraiter
 les chiens sans lâcher.

Il demeure cependant une barrière susceptible de restreindre les puissances : l'équilibre des forces. Lorsque la détente est dégringolée, la peur réciproque de la destruction mutuelle constitue une limite pour les pouvoirs maintiens du paix. Si nous ne nous soucions plus de la paix par la détente, bénéficions-nous encore, au moins, de la paix par la peur ?

Le 4-11 maintient l'équilibre des forces entre l'Amérique et l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, une situation d'équilibre stratégique, qui conduisait évidemment à une vulnérabilité partielle des systèmes stratégiques.

« L'un a frappé les Américains est-
ce qu'ils ont brutalement découvert
qu'ils étaient les Américains ? Les
Américains étaient désormais vi-
sibles à une première frappe
aérienne. Or, les Américains ont
été pendant trente ans avec
une convention qu'ils étaient une
puissance majeure. Ils ont, en
fait, ils ont négocié les SALT, la
réduction de la parité, alors qu'ils ne
devaient pas réellement l'accep-
ter. A la limite, qu'entre les
deux puissances peut accepter
la première puissance moins plus la
deuxième puissance ? C'est à
dans le troisième de l'opinion
publique occidentale le sentiment
que l'Amérique doit rester la
première puissance. L'ère qu'elle
a connue, la première puissance
monégale trouble les profondes
opinions, les médias, les hommes

(*) Professeur à l'université de Paris-X (Nanterre).

[illegible]

La crise actuelle va créer un arrêt des négociations sur l'arms control pour un certain temps. La mise au réfrigérateur de SALT 2 et la déclaration soviétique selon laquelle il n'y aura pas de SALT 2, sont le résultat parce que l'OTAN a décidé la modernisation de ses forces nucléaires vont bloquer le processus SALT pour un bon bout de temps. La campagne américaine sur la confrontation avec l'Union soviétique va s'accroître et ce n'est pas l'équipe soviétique actuelle, dans ses équilibres ou ses contradictions, qui va relancer la conférence nucléaire.

Enfin, ce que nous risquons, c'est un retour à l'état de nature, lié aux dérogements des standards internationaux dans tous

L'affaire des otages de Téhéran est plus significative que l'affaire d'Algérie. Pour la première fois dans l'histoire des rapports diplomatiques, il y a eu violation permanente de l'immunité diplomatique, ce qui n'avait même pas été le cas lors de la révolution culturelle chinoise. Le massacre des otages américains par les maoïstes au Cambodge, le démantèlement complet du système monétaire, tout cela va dans le même sens. La société internationale s'était bûti des règles pour sortir de la deuxième guerre mondiale. Les nouvelles règles sont en passe d'être mises aux oubliettes.

MOURIR POUR KABOUL ?
par Pierre Lehoucq

APRÈS LE RACHAT DES « DÉPÊCHES »

Le conseil d'administration des Presses nouvelles de l'Est, editrice, du quotidien les *Dépêches*, a, à Lyon, à la suite d'une assemblée générale extraordinaire, élu le nouveau conseil (le Monde du 20 février) — une participation majoritaire (91 %) du Progrès de Lyon dans la société.

Le communiqué précise que trois des quatre membres de l'ancien conseil ont été désignés : la société Declarache S.A. (société editrice du Progrès), représentée par M. Roger Guillon ; M. Robert Buthean (directeur de la rédaction du Progrès) ; M. Jean-Louis Cellard, ex directeur de la rédaction, ce dernier ayant été nommé P.D.G. des Presses nouvelles de

[illegible]

هكذا من النمل

Le Monde société

APRÈS TROIS SEMAINES D'ENQUÊTE

Les policiers restent convaincus que Joseph Fontanet a été victime d'un crime fortuit

Les recherches s'orientent vers des bandes de jeunes malfaiteurs

Les policiers de la brigade criminelle ont peut-être cru faillir, durant quelques heures, mardi 19 février, le jour où les meurtriers de Joseph Fontanet, mortellement blessé, le 11 janvier vers 9 h. 15, devant son domicile parisien du boulevard Emile-Augier, dans le quartier de la Chapelle, ont été arrêtés (« Le Monde »).

Les délinquants arrêtés, mardi 19 février, à Montmartre, alors qu'ils approchaient d'un domicile, ont été saisis à main armée, correspondant à la « parade-robot » psychologique décrite par les policiers de la brigade criminelle : une bande de malfaiteurs, possédant l'expérience de la grande criminalité mais dont le comportement reste proche de celui de jeunes turbulents, exprimant une violence gratuite, presque insouciante. Des malfaiteurs de la nouvelle génération, donc, sans d'armes de fort calibre, schématisant au mieux (le Monde du 8 février), et qui se sentent très bien par, par jeu, pour éprouver leurs capacités de commettre une agression, peut-être aussi par goût de la violence, ou par un autre motif, mais qui ne se sentent pas ciblés, visés, jugés.

Four intrus, quatre, voilà, dit-il.

Deux jeunes malfaiteurs, membres d'une bande, ont, en effet, été appréhendés par les policiers de la douzième brigade territoriale et de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.). A l'occasion d'une perquisition au domicile de l'un d'eux, on devait même trouver un pistolet de calibre 11,43, arme du même modèle que celle qui a servi pour tuer Joseph Fontanet. Mais ce n'était pas le bon. Les trois jeunes gens restent, cependant, sous la garde des policiers, toujours convaincus que l'ancien ministre a pu être victime d'un crime fortuit de jeunes malfaiteurs, sans lien avec Joseph Fontanet.

Alors, dans le cadre du crime fortuit, « la piste des bandes de jeunes malfaiteurs » a été ouverte. Le 20 février, le juge d'instruction Goldmann, chargé d'enquête, a demandé à Marcel Leduc, directeur adjoint de la brigade criminelle, de faire rechercher, dans les bandes de jeunes malfaiteurs, des individus qui pourraient avoir des contacts avec Joseph Fontanet.

Reste la création de l'informa, le quotidien lancé en 1977 par Joseph Fontanet, et qui, depuis, a vu que trois mois, a deux jours, pour être arrêté. Les policiers, qui continuent à explorer ces pistes, ont des mobiles possibles d'appartenance à une bande de jeunes malfaiteurs, à reconstruire la carrière politique de Joseph Fontanet, ou à rechercher des liens avec des bandes de la Résistance, nous le verrons.

Reste la création de l'informa, le quotidien lancé en 1977 par Joseph Fontanet, et qui, depuis, a vu que trois mois, a deux jours, pour être arrêté. Les policiers, qui continuent à explorer ces pistes, ont des mobiles possibles d'appartenance à une bande de jeunes malfaiteurs, à reconstruire la carrière politique de Joseph Fontanet, ou à rechercher des liens avec des bandes de la Résistance, nous le verrons.

Philippe Roggio.

Après le renvoi de son livret militaire

Un Orléanais emprisonné pour avoir refusé de payer une amende de 1500 F

De notre correspondant

Orléans. — M. Patrick Coulon, qui a été incarcéré trois semaines à la maison d'arrêt de la ville, vient d'être transféré à la prison de Fresnes. Il est emprisonné pour avoir refusé de payer une amende de 1500 F.

M. Patrick Coulon, qui a été incarcéré trois semaines à la maison d'arrêt de la ville, vient d'être transféré à la prison de Fresnes. Il est emprisonné pour avoir refusé de payer une amende de 1500 F.

Manifestations de soutien et grève de la faim

Arrêt, puis incarcération le 28 janvier dernier, il a été transféré à la prison de Fresnes. Il est emprisonné pour avoir refusé de payer une amende de 1500 F.

Faits et jugements

Sept policiers strasbourgeois poursuivis pour violence.

Un commissaire, six fonctionnaires de la police judiciaire de Strasbourg (Bas-Rhin) et un agent de la gendarmerie ont été poursuivis pour violence après avoir été impliqués dans une affaire de police.

Un cambriolage au domicile de gardien d'immeuble et à un jeune Algérien.

Un groupe de jeunes gens a pénétré par effraction, mardi 19 février, dans le domicile de M. Michel Béné, le gardien d'immeuble de la cité de Montparnasse, à Paris.

Le « Vœu » de L'Allier condamné à trois ans de prison

Le « Vœu » de L'Allier a été condamné, mardi 19 février, par la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme), à trois ans de prison, pour avoir organisé une manifestation de protestation.

Incidents généraux

La thèse des crimes fortuits de Joseph Fontanet a été soutenue par les policiers de la douzième brigade territoriale et de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.).

M. Bidault, « pris à partie » par la Sonacotra

Le premier président de la cour d'appel de Paris a été « pris à partie » par la Sonacotra, une association de parents de disparus.

Le crime de Joseph Fontanet

Le crime de Joseph Fontanet a été réexaminé par la cour d'appel de Paris, qui a confirmé la condamnation des meurtriers.

Le crime de Joseph Fontanet

Le crime de Joseph Fontanet a été réexaminé par la cour d'appel de Paris, qui a confirmé la condamnation des meurtriers.

Le crime de Joseph Fontanet

Le crime de Joseph Fontanet a été réexaminé par la cour d'appel de Paris, qui a confirmé la condamnation des meurtriers.

Le crime de Joseph Fontanet

Le crime de Joseph Fontanet a été réexaminé par la cour d'appel de Paris, qui a confirmé la condamnation des meurtriers.

Le crime de Joseph Fontanet

Le crime de Joseph Fontanet a été réexaminé par la cour d'appel de Paris, qui a confirmé la condamnation des meurtriers.

146 pages 22x30. Relié. 123 reproductions en noir et blanc. 40 reproductions en couleurs.

FLAMMARION

238 pages 25x31. Relié. Avec de nombreuses illustrations en noir et en couleurs.

FLAMMARION

Le Monde

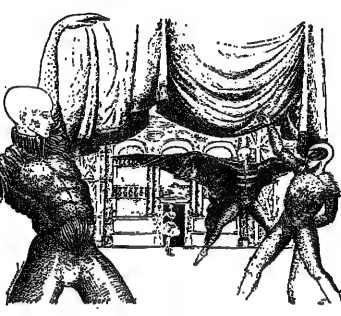
ARTS ET SPECTACLES

ROLAND PETIT RESSUSCITE « LE FANTÔME DE L'OPÉRA »

Drame à trois au palais Garnier

Il règne à l'Opéra de Paris un climat étrange, né du succès de la pièce de Roland Petit, « Le Fantôme de l'Opéra », qui a fait de ce théâtre un lieu de culte pour les amateurs de l'opéra et de la musique. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées. Le succès de la pièce a également entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

L'histoire commence comme un conte d'Hoffmann : une nuit, Christine, une jeune fille, se réveille dans une chambre d'hôtel. Elle se souvient d'un rêve étrange, d'un homme qui lui a dit : « Tu es destinée à devenir une grande chanteuse ». Elle se réveille en sursaut, et se rend compte qu'elle est seule dans une chambre d'hôtel. Elle se souvient d'un rêve étrange, d'un homme qui lui a dit : « Tu es destinée à devenir une grande chanteuse ».



à trois : c'est Pierrot, Arlequin et Colombine, un thème qui a été traité dans l'opéra de Berlioz et dans l'opéra de Wagner. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

L'apparition des rûs

Le 22 février prochain, le Fantôme de l'Opéra sera représenté au palais Garnier. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

La symphonie de Marcel Landowski

Vif, mobile, une symphonie de Marcel Landowski. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

UNE SELECTION

cinéma

L'ŒIL DU MAÎTRE de STEPHANE KUROSAWA. Un film de maître, un film de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

musique

LES MUSICIENS DE SALZBOURG. Un film de maître, un film de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

théâtre

THEATRE AMERICAIN. Un film de maître, un film de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

expositions

LE CENTENAIRE DE VIOLLET-LE-DUC. Une exposition de maître, une exposition de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

jazz

MUHAL ABRAHAM. Un film de maître, un film de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

rock

JERRY LEE LIVEN. Un film de maître, un film de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

variétés

DALLI AU CENTRE. Un film de maître, un film de maître. Le succès de la pièce a entraîné une série de représentations, qui ont permis de découvrir de nouveaux talents et de remettre en scène des œuvres oubliées.

«L'Orestie» au Chêne noir

Un Orient rêvé

1. The ...
 2. ...
 3. ...
 4. ...
 5. ...
 6. ...
 7. ...
 8. ...
 9. ...
 10. ...
 11. ...
 12. ...
 13. ...
 14. ...
 15. ...
 16. ...
 17. ...
 18. ...
 19. ...
 20. ...
 21. ...
 22. ...
 23. ...
 24. ...
 25. ...
 26. ...
 27. ...
 28. ...
 29. ...
 30. ...
 31. ...
 32. ...
 33. ...
 34. ...
 35. ...
 36. ...
 37. ...
 38. ...
 39. ...
 40. ...
 41. ...
 42. ...
 43. ...
 44. ...
 45. ...
 46. ...
 47. ...
 48. ...
 49. ...
 50. ...
 51. ...
 52. ...
 53. ...
 54. ...
 55. ...
 56. ...
 57. ...
 58. ...
 59. ...
 60. ...
 61. ...
 62. ...
 63. ...
 64. ...
 65. ...
 66. ...
 67. ...
 68. ...
 69. ...
 70. ...
 71. ...
 72. ...
 73. ...
 74. ...
 75. ...
 76. ...
 77. ...
 78. ...
 79. ...
 80. ...
 81. ...
 82. ...
 83. ...
 84. ...
 85. ...
 86. ...
 87. ...
 88. ...
 89. ...
 90. ...
 91. ...
 92. ...
 93. ...
 94. ...
 95. ...
 96. ...
 97. ...
 98. ...
 99. ...
 100. ...

[illegible]

DOMINIQUE DARZACQ.

(1) **ATAC-Information** may

COLETTE GODARD.

POUR ET AVEC PIERRE SCHAEFFER LE VIVANT

méta + pata + physicien, compositeur, esprit pionnier,
 âme, organisateur, précurseur, ignoré, gardien de volcan,
 inventeur, maître, intelligence, théoricien, humaniste
 inconnu, bien vivant, écrivain.

SES MUSIQUES, SON EXPÉRIENCE, SES LIVRES, SES IMAGES

LE MARDI 26 FÉVRIER, A 20 H 30
 OU
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
 11, rue Payenne, Paris (3^e).
 Location sur place dès 20 heures — Place : 10 francs.

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

infirmière

A high-contrast, black and white photograph of a textured surface, possibly a book cover or endpaper. The image is dominated by a vertical crease or fold line that runs down the center. To the right of this line, there is a dark, irregular, and somewhat abstract shape that resembles a shadow or a stain. The overall texture is grainy and uneven, with a mix of light and dark areas. The lighting is harsh, creating deep shadows and bright highlights.

[illegible]

1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394
 2395
 2396

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 11-14-2001 BY 60322 UCBAW

AVORIAZ 88
GRAND PRIX

...couvre à au que mon...
...regretterez pas le voyage...
...quel succès...
...accomplis parfaitement mon...
...est de suite ! ...

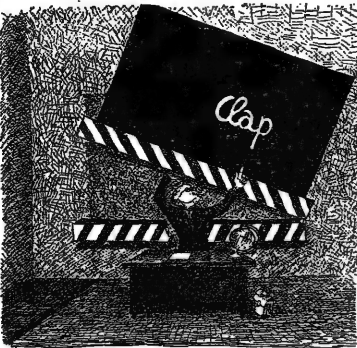


C'était de mo

Pédagogie de l'audiovisuel dans un C.E.S. d'Abbeville

L'infirmière en contre-plongée

C'est matin-là, dans une classe de cinquième, que se déroule la séance de cinéma. Les élèves sont assis en cercle, face à l'écran. L'enseignante, Mme. M., leur présente le film "L'infirmière en contre-plongée".



Une heure après, les élèves ont vu le film. Ils ont été très intéressés par la mise en scène et le jeu des acteurs.

Le professeur a profité de cette occasion pour leur expliquer les techniques de tournage et de montage.

Le C.E.S. d'Abbeville propose une programmation riche en films et documentaires pour les élèves.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles : LE MONDE Informations Spectacles - 704.70.20 (lignes groupées) et 704.70.21 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanche et jours fériés)

QUATUOR ELYSEEN
A.C. VILLARS, violon
S. FEYERBEND, piano
C. GIARDINO, violoncelle
D. BELLI, piano
BRAHMS - SCHUMANN

IMPERIAL PATHE v.o. - MONTMARTRE PATHE v.o.
CAPHRI GRANDS BOULEVARDS v.o. - CLICHY PATHE v.o.
GAUMONT SUD v.o. - CAMBORNNE v.o. - GAUMONT LES HALLES v.o.
STUDIO PARYS - FRANKS Boudier - GAUMONT Evry
Belle-Epine Thémis - ANIEL Roulé

AVORIAZ 80
Grand Prix
Jamais récompenses ne furent autant méritées.
Un chef-d'œuvre ne manque...
Vous ne regretterez pas le voyage.
Un grand succès...
Une récompense méritée...
A voir tout de suite !

C'était demain...
un film de NICHOLAS MEYER

O'NEILL
LE DEUIL S'ADRESSE
STUDIO D'IVRY
jusqu'au 9 mars 1980
Renseignements et location 672 37 43

AMITYVILLE
LA MAISON DU Diable
JAMES BROLIN - MARGOT KIDDER - ROD STEIGER
STUDIO PARYS - ANTEL BERRY - MELIER MONTPELLIER - GAREFORD PANTIN
ANTHEL BERRY - ANTEL BERRY - FLANDRIN GAREFORD - BOUT VALL PANTIN
PARADISE BERRY - MELIER PATHE GAREFORD - ANTEL BERRY - BOUT VALL PANTIN
PARADISE BERRY - BOUT VALL PANTIN - BOUT VALL PANTIN - BOUT VALL PANTIN

La semaine « Positif » à l'Olympic

Inédits étrangers

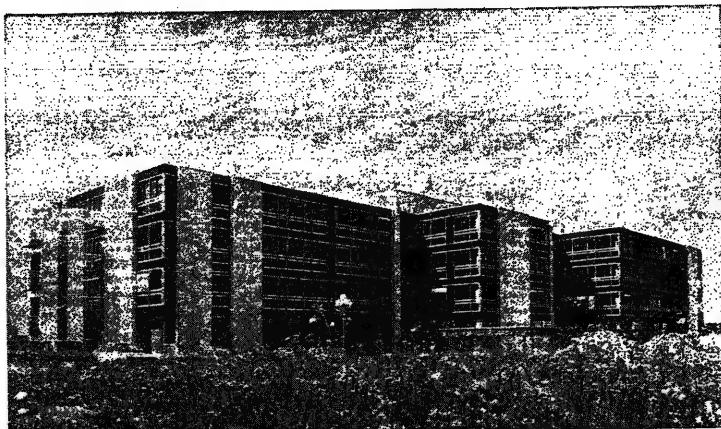
La première semaine cinématographique organisée par la revue Positif à l'Olympic, du 21 au 27 février, est consacrée à la présentation de films étrangers.

C'est avec un reportage réalisé par le célèbre réalisateur polonais Krzysztof Kieślowski, intitulé "Les portes du paradis", que débute la semaine.

THEATRE TRISTAN BERNARD
L'HOMME AU CHAPEAU DE PORCELAINE

MICHEL DEBOST - LIONEL ROGÉ
Séances pour films et documentaires de J.-J. BACH

NANTIERRE AMANDIERS
ils occupent la villa voisine
WITKIEWICZ WAJDA



Centre de recherche et de développement Logabax dans un cadre agréable à Evry, opérationnel depuis le 1.1.79.

Nous proposons à 60 ingénieurs de progresser avec nous.

Logabax, importante société française de mini et péri-informatique en phase d'expansion : + 30% en 79.
— périphériques et terminaux, micro et mini-ordinateurs, systèmes multitransactionnels —

Direction commerciale Grande Diffusion Réseau France.

Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

Activités :

Commercialisation de systèmes de gestion sur le marché des PME/PMI.
Assistance à la vente et développement de produits programmes.

Lieu de travail : Evry, Bordeaux, Lyon, Paris, Toulouse, Tours.

Direction commerciale Grandes Entreprises et Administrations.

Ingénieurs Grandes Ecoles, de formation électronique et informatique.

Activités :

Commercialisation de systèmes de terminaux sur le marché des Grandes Entreprises et Administrations.
Support technico-commercial aux affaires.
Développement de logiciels et d'interfaces réseaux.

Lieu de travail : Evry.

Direction de la Recherche et du Développement.

Chefs de projets logiciel, Ingénieurs logiciel, Ingénieurs électroniciens, analystes programmeurs et programmeurs expérimentés.

Activités :

Développement de périphériques et mini-calculateurs.
Développement d'outils d'exploitation et utilitaires.
Conception et développement de logiciels de bases.
Conception et développement de compilateurs.
Qualification des logiciels et de systèmes.

Lieu de travail : Evry.

Adresser C.V. et prétentions à : LOGABAX, Direction du Personnel, 79, av. Aristide-Briand, 94110 Arcueil.



LogAbax

informatique

Le leader de la péri-informatique française

DES
OFFRIE

	12 ans	15 ans
OFFRES D'EMPLOI	5100	5608
DEMANDES D'EMPLOI	1200	1411
IMMOBILIER	3500	4106
AUTOMOBILES	3500	4106
AGENDA	3500	4106
PROF. COMM. CAPITAUX	3500	4106

ANNONCES CLASSEES

	12 ans	15 ans
OFFRES D'EMPLOI	3000	3508
DEMANDES D'EMPLOI	700	823
IMMOBILIER	2500	2705
AUTOMOBILES	2500	2705
AGENDA	2500	2705



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante société d'importation recherche pour son département DISTRIBUTION LIVRES, un

DIRECTEUR DE CENTRE REGIONAL PROVINCE

Cette unité comprend une force de vente et une section exploitation-administration, soit 50 personnes environ.

Le rôle de ce futur Directeur sera de développer la politique commerciale dans le secteur géographique qui lui sera confié, et d'assurer la rentabilité de son exploitation.

Les candidats devront avoir, outre une solide formation commerciale de base (Grande École, une expérience managériale de plusieurs années dans le domaine des livraisons de commerce de gros.

Adressez dossier de candidature et curriculum vitae, sous référence 1177, à : média-system, 104, rue Blanche 75002 Paris.

Chef de Vente

ZONE D'INTERET : REGION SUD-EST.

Il sera pour mission de contrôler et d'animer les vendeurs qui sont chargés de prospecter et commercialiser nos produits auprès d'une clientèle d'entreprises de la Région.

Il trouvera dans notre Société :

- une politique de vente ambitieuse
- l'appui d'une marque de renommée
- une rémunération par fixe + primes d'objectifs + nature insaisissable + remboursement des frais
- un statut cadre.

L'homme qui nous recherchons aura plusieurs années d'expérience de la vente en cours desquelles il aura appris à maîtriser la technique du vente et, il sera capable d'encadrer les hommes.

Merci d'adresser curriculum vitae manuscrit daté et photo sous référence 1085 à : CDFAP 50, rue de Chateaubriant 75010 Paris, en joignant une enveloppe timbrée à 100 francs.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MÉTALLURGIQUE REGION SUD-EST

recherche

DIRECTEUR DE PERSONNEL

possédant une très complète expérience de la fonction sociale dans l'industrie et des ressources personnelles d'initiative et d'organisation.

Adressez lettre manuscrite CV sous réf. 1182 à : BALLY CONSEIL 40, rue Hoche 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES

créée dans le cadre de son expansion commerciale postule un

CHEF DE REGION

rattaché à la Direction des Ventes, il sera responsable de la réalisation des objectifs commerciaux et devra pour cela être capable :

- de sélectionner et d'appliquer un programme d'action de vente et de promotions régionales
- d'animer une équipe composée de vendeurs et de techniciens
- d'assurer personnellement les contacts importants dans sa zone.

Les responsabilités de ce poste conviendront à un homme de niveau de formation agronomique de préférence, mais également à un homme ayant une expérience de la vente et de l'animation des hommes.

La connaissance de la distribution agricole sera appréciée.

Rémunération 120.000 Francs.

Pour ces postes, dans grandes villes (Nord, Centre, Sud-Est), envoyer CV, photo manuscrite 130 à : PUBLIPANEL, 20 rue Rabelais 75441 PARIS CEDEX 05 qui transmettra.

Diriger un Service de Production

dans un laboratoire pharmaceutique, filiale française d'un important groupe international :

Vous voudrez changer de rythme de travail, prendre d'importantes responsabilités, animer une équipe dynamique, et pour cela,

Vous possédez une formation d'ingénieur (type AM ou haute supériorité de l'Etat) complétée d'une expérience de production au milieu milieu ou au sein d'industries alimentaires pour :

- optimiser les coûts de fabrication,
- animer l'équipe en place,
- maintenir le niveau de qualité,

dans la perspective du développement des activités de l'usine.

L'établissement est à 100 km à l'Ouest de PARIS, dans un cadre agréable.

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

Informative Responsable système et télécommunications

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES recherche pour son Centre Informatique (possède ordinateur HONEYWELL Bull 66/80) son Responsable "Système et Télécommunications". Ce poste implique la coordination et l'animation d'une équipe de spécialistes. La fonction nécessite une formation d'ingénieur ESE - BAC - D-GENIE-AM ou équivalent, l'expérience d'une expérience dans les domaines suivants : operating system - G COS 66 - mini ordi.

Pour renseignements ou candidatures à fort potentiel, l'homme de l'avenir à l'œuvre.

Une lettre de référence à : CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

JEUNE COMPTABLE

DICP ne recherche pas de candidat capable de faire un travail sérieux, précis, efficace, et capable de travailler dans un environnement dynamique.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

ESSO REP

recherche

GÉOPHYSICIEN

pour l'étude des gisements de pétrole et de gaz.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

AFNOR

recherche pour son organisation internationale (ISO)

REDACTEUR TECHNIQUE

De langue française, francophone ou possédant une bonne maîtrise de l'anglais écrit, vous devez avoir une expérience technique managériale (supérieure ou inférieure à 10 ans) et une expérience d'écriture technique (il sera chargé, au sein d'une équipe de rédaction, de la rédaction de documents techniques de leur alignement sur des textes anglais, ainsi que des documents de référence, tels que : normes, spécifications, etc.).

Rémunération à l'ordre de 48000 FF (environ 90000 FF).

Possibilité de travail pour Juillet 80.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite 4468 à : AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris La Défense

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

TRADUCTEURS ET DACTYLOGRAPHES DE CONFÉRENCES DE LANGUE ARABE

TRADUCTEURS :

Un examen d'aptitude aux fonctions de traducteur de langue arabe aura lieu les 11 et 12 mai 1980 pour pourvoir aux postes vacants de traducteurs de langue arabe (Division de Traduction, Secrétariat de l'ONU à New York), dans la région de la zone arabe. Les candidats doivent avoir une maîtrise de la langue arabe et une maîtrise de la langue française. Les candidats doivent avoir une expérience de la traduction de documents officiels. Les candidats doivent avoir une expérience de la traduction de documents officiels. Les candidats doivent avoir une expérience de la traduction de documents officiels.

DACTYLOGRAPHES :

Un examen d'aptitude aux fonctions de dactylographe de conférences de langue arabe aura lieu les 11 et 12 mai 1980 pour pourvoir aux postes vacants de dactylographes de langue arabe (Division de Traduction, Secrétariat de l'ONU à New York), dans la région de la zone arabe. Les candidats doivent avoir une maîtrise de la langue arabe et une maîtrise de la langue française. Les candidats doivent avoir une expérience de la dactylographie de documents officiels. Les candidats doivent avoir une expérience de la dactylographie de documents officiels. Les candidats doivent avoir une expérience de la dactylographie de documents officiels.

RESPONSABLE DÉPARTEMENT SALAIRES

recherche

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

adjoint au directeur des relations sociales

recherché par important Groupe Industriel

GRENOBLE

Le candidat âgé de 35 ans minimum, devra posséder déjà une solide expérience dans la fonction de directeur des relations sociales. Il devra avoir une expérience de la gestion d'un service de relations sociales. Il devra avoir une expérience de la gestion d'un service de relations sociales.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

ÉCONOMISTE

ayant une bonne expérience dans le secteur de la planification et de la gestion de projets.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire passer pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

RESPONSABLE DÉPARTEMENT SALAIRES

recherche

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

ÉTUDIANTS !

un boulot sympa et bien payé pour la rentrée d'octobre 1980

CHEF DE CENTRE OFOP

La fonction est compatible avec la poursuite normale des études et permet d'acquérir une expérience professionnelle très précieuse.

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à : J.M. PELTZER - CLE 128 51, rue de Montmout - 75008 PARIS

Contrôleur financier

ACHETEUR

2 Ingénieurs d'Affaires

offres d'emploi

OFFF Groupe Immobilier de promotion et de gestion cherche

UN CADRE FONCIER

En vue de prospection, d'études et de négociations convenant à un jeune diplômé IEP, HEC, ESSEC, SUP de CO, etc. afin d'entreprendre une carrière dans la promotion immobilière.

Lieu de travail au Siège (Paris 13ème). Déplacements région parisienne. Véhicule indispensable.

UN GERANT

Chargé de la gestion de 3.000 locataires situés dans la Seine Saint-Denis.

Il devra appréhender l'ensemble des problèmes budgétaires, techniques et administratifs ainsi que les relations avec les locataires et les entreprises.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'Etudes Supérieures de Commerce ou diplômés d'une Ecole de Commerce ayant acquis une expérience professionnelle dans une société de gestion ou dans un administration de biens.

Lieu de travail SEVRAN. Déplacements banlieue Nord-Est. Véhicule indispensable.

Envoyer curriculum vitae à F.F.F. Département du Personnel 129, rue Nationale, 75004 PARIS CEDEX 13.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENTS

Pour concevoir et mettre au point des systèmes de traitement de données, de microprocesseurs. Ces ingénieurs, très motivés, devront avoir une expérience en électronique digitale ou en informatique. Ils auront une complémentarité avec des techniciens de la fabrication et des techniciens de la maintenance.

Envoyer C.V. précis et de date de disponibilité à : MICRO-ÉLECTRONIQUE, 1, rue F. de Launay, 92000 NANTERRE.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

recrute

analyste-programmeur

Le candidat titulaire de formation supérieure (DUT ou équivalent) ou sera chargé l'analyse et la réalisation complète pour le secteur d'automatisme de gestion commerciale et/ou industrielle.

Le poste évoluera vers des responsabilités et une détermination pour le candidat qui aura fait ses preuves.

Expérience préalable indispensable.

Remunération attractive en D.T. - D.S./V.S. Lieu de travail : 92000 NANTERRE.

BOSCH

Adresser C.V. accompagné de références à : Directeur Recrutement, 38, avenue de la République, 92000 NANTERRE.

COMPTABLE

(Cadre pour Bagneux) URGENT

homme 35 ans environ, bonne formation en comptabilité et en informatique.

Envoyer avec curriculum vitae et références à : LES CHARENTIERS DE PARIS, 10, rue de la République - 92000 BAGNEUX.

AIR INTER

LIGNES AÉRIENNES INTÉRIEURES

COLLABORATEURS

possédant un DUT informatique (niveau maîtrise ou équivalent apprécié) et l'expérience en programmation.

Salaires brut annuel 77.000 F selon expérience. Avantages sociaux.

Lieu de travail ORLY.

Adresser C.V. et photo au département : Effectifs Recrutement Orientation 1 avenue du Maréchal De Gaulle 91500 PONTY VILLE POISSON.

JURISTES FISCALISTES

doivent rédiger pour rédactions d'ouvrages pratiques.

Envoyer avec curriculum vitae et références à : REGIE PRESSE, 10, rue de la République, 92000 NANTERRE.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de RELATION avec MOYEN-ORIENT cherche

COMPTABLE

CERTIFICAT D'ÉTUDES COMPTABLES (C.E.C.) en 2 ans, anglais et arabe, permis de conduire.

Adresser C.V. avec copie récente de travail, n° 4000, CONTEXTE PUBLISSEUR, 78, rue de la République, PARIS-IV, tel. 28.00.00.

Syndicat professionnel des Comptables Français (S.P.C.F.) représentant une activité indépendante de la comptabilité d'entreprise.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Pour maintenir les relations avec les entreprises, représenter la profession auprès des administrations et des collectivités, et développer de nouveaux clients.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'Etudes Supérieures de Commerce ou d'un diplôme d'Etudes Supérieures de Gestion.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

TECHNICIENS ÉLECTRONIQUES

(H. et P.) DESUTANTS niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

COMPTABLE QUALIFIÉ

Responsable de la cellule comptable, relations avec les administrations et les entreprises.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

IMPORTANTE MAISON D'ÉDITIONS

MAQUETTES METIERS EN PAGES

Expérience préalable indispensable.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

ANALYSEUR STAGIAIRE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

ANALYSEUR STAGIAIRE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

ANALYSEUR STAGIAIRE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

ANALYSEUR STAGIAIRE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

ANALYSEUR STAGIAIRE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

ANALYSEUR STAGIAIRE

ANALYSEUR STAGIAIRE niveau 2ème année, 1200 F/mois, 1200 F/mois, 1200 F/mois.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

secrétaires

MANNESMANN DEMAG S.A. DIVISION PLASTIQUE recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Formation : B.T.S. ou équivalent. Age : 25 ans minimum. Expérience : 3-5 ans. Notions anglaises appréciées.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

automobiles

vente

5 à 7 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

8 à 11 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

12 à 16 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

17 à 20 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

21 à 24 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

25 à 28 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

29 à 32 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

33 à 36 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

37 à 40 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

41 à 44 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

45 à 48 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

49 à 52 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

REPRODUCTION INTERDITE

vente

5 à 7 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

8 à 11 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

12 à 16 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

17 à 20 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

21 à 24 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

25 à 28 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

29 à 32 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

33 à 36 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

37 à 40 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

41 à 44 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

45 à 48 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

49 à 52 CV.

Citroën, Talbot, Renault, etc.

Adresser C.V. à M. Delahaye, 145, rue de la République, 92000 NANTERRE.

Le Monde

régions

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

La spéculation foncière sur le littoral méditerranéen

Ramatuelle dans le collimateur du ministre de l'environnement et du cadre de vie

Fréjus. — Après avoir survolé le littoral varois, M. Michel D'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a présidé, le mardi 19 février, à Fréjus (Var), une réunion ministérielle de haut niveau.

Le ministre a appliqué strictement la directive du littoral de 1975, et a rappelé l'urgence à venir des plans d'occupation du sol (POS) pour éviter une dégradation irréversible du littoral. Il a insisté sur la nécessité de publier les POS avant le 15 mars 1980, et a demandé aux préfets de l'urgence de faire passer les POS en conseil d'Etat.

Le ministre a évoqué par M. D'Ornano la situation de la région, pour la première fois, dans un cadre officiel. Il a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution. Il a demandé aux préfets de l'urgence de faire passer les POS en conseil d'Etat.

De notre envoyée spéciale

registra, et de l'occupation du sol, ont été examinés. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution. Il a demandé aux préfets de l'urgence de faire passer les POS en conseil d'Etat.

Querelle autour d'un parc

Même si le territoire de Ramatuelle, dans le département de la Vaucluse, est une zone d'habitat dispersé, d'importantes possibilités de développement ont été prévues dans la zone. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

AGITATION DANS LE HAUT-Var

E.D.F. veut installer une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Trois cent cinquante-cinq jours

par an. En revanche, le ministre n'a pas cessé de développer. Il a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Ile-de-France

Prenant une position contraire à celle des élus

Le comité économique est favorable au stockage de gaz en forêt de Rambouillet

En se prononçant, mardi 19 février, pour l'installation d'un stockage de gaz naturel en forêt de Rambouillet, le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Haute-Normandie

CHARGEMENT RECORD AU PORT DE ROUEN

Un record a été battu le mardi 19 février au port de Rouen. Le chargement de 44 700 tonnes de céréales a été effectué en 24 heures. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Bretagne

VIOLENCES ET... DÉFILE MASQUÉS A PLOGOF

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences. Des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles. Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Alsace

En versent 22.000 francs suisses au comptant

vous serez propriétaire de votre appartement

GRIMENTZ Valais (Suisse)

la station typique hiver-été du val d'Anniviers

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG

Tél. 19.41/22-49 88 55

Dans le 14^e arrondissement

UN CONCOURS D'IDÉES POUR L'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR GUILLEMINOT EST LANCÉ

L'association de défense de la ville de Paris a lancé un concours d'idées pour l'aménagement du secteur Guilleminot.

Le ministre a souligné que la région n'était pas d'accord avec la commune pour l'aménagement du littoral, mais qu'il fallait trouver une solution.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

Facilités de location. Directement du constructeur.

GUY HANSELMANN.

2, AVENUE DE L'AURÈRE - CH-1225 CHENE-BOURG.

Tél. 19.41/22-49 88 55.

Le conseil international du vol à voile de France (CIVF) s'est réuni à Fréjus (Var) pour discuter de la construction d'une ligne de 400 000 volts dans le « temple » européen du vol à voile.

Le comité économique et social (CES) de la région Île-de-France a pris une position contraire à celle des élus locaux.

Un défilé de Plogoff (Finistère) a été marqué par des violences.

En versent 22.000 francs suisses au comptant.

vous serez propriétaire de votre appartement.

GRIMENTZ Valais (Suisse).

la station typique hiver-été du val d'Anniviers.

Le solde, soit 52.000 FF, payable en 15 ans.

(intérêt 6 %). Apportement - ténacité à disposition.

ÉTRANGER

LA PUBLICATION DU « RAPPORT PRIOR »

Le gouvernement britannique entend empêcher les grèves politiques

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a pris l'initiative de réviser ses pratiques législatives des piquets de grève. Les premières lois favorables à la grève ont été votées en 1964. Depuis, les lois ont été amendées, mais la Commission des limites du travail (C.M.L.T.) a constaté que les lois de 1964 étaient insuffisantes pour justifier la représentation des piquets de grève. La Commission a donc recommandé, le 15 février, que le gouvernement britannique révisât ses lois de 1964. Elle a souligné que les piquets de grève ne devaient pas être considérés comme une forme de manifestation.

Ainsi, la police a le droit de restreindre le nombre de piquets de grève. Elle peut aussi empêcher les piquets de grève de se réunir. La Commission a également recommandé que le gouvernement britannique révisât ses lois de 1964. Elle a souligné que les piquets de grève ne devaient pas être considérés comme une forme de manifestation.

La Commission a également recommandé que le gouvernement britannique révisât ses lois de 1964. Elle a souligné que les piquets de grève ne devaient pas être considérés comme une forme de manifestation. Elle a également recommandé que le gouvernement britannique révisât ses lois de 1964. Elle a souligné que les piquets de grève ne devaient pas être considérés comme une forme de manifestation.

Pratiquement, les autorités policières, estimant qu'il y a une difficulté de faire respecter la loi, ont décidé d'arrêter les piquets de grève. Elles ont également décidé d'arrêter les piquets de grève. Elles ont également décidé d'arrêter les piquets de grève. Elles ont également décidé d'arrêter les piquets de grève.

Par ailleurs, M. Prior, ministre de l'emploi, a publié un rapport sur le travail pendant l'hiver. Il a souligné que les piquets de grève ont été une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les piquets de grève ont été une source de problèmes pour les entreprises.

La société britannique Dunlop a annoncé qu'elle allait augmenter ses prix. Elle a également annoncé qu'elle allait augmenter ses prix. Elle a également annoncé qu'elle allait augmenter ses prix. Elle a également annoncé qu'elle allait augmenter ses prix.

Le marché interbancaire des devises a été très actif. Les taux de change ont varié. Les taux de change ont varié. Les taux de change ont varié. Les taux de change ont varié.

Les taux des Euro-Monnaies ont été publiés. Les taux des Euro-Monnaies ont été publiés. Les taux des Euro-Monnaies ont été publiés. Les taux des Euro-Monnaies ont été publiés.

La C.E.E. et les États-Unis

(Suite de la première page)

La décision apparemment prise par l'U.S. Steel d'engager la production anti-dumping, sans constituer une action commerciale, a été accueillie avec une certaine satisfaction par les producteurs américains. Ils ont souligné que la décision de l'U.S. Steel était une victoire pour les producteurs américains. Ils ont également souligné que la décision de l'U.S. Steel était une victoire pour les producteurs américains.

Le débat sur le dumping a été très animé. Les producteurs américains ont souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale.

Un débat sur le dumping a été très animé. Les producteurs américains ont souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale.

Incohérences, vœux pieux... et bientôt un nouveau rapport. Le débat sur le dumping a été très animé. Les producteurs américains ont souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale.

Un débat sur le dumping a été très animé. Les producteurs américains ont souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale.

La nécessité d'un plan d'urgence a été soulignée. Les producteurs américains ont souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale.

Un débat sur le dumping a été très animé. Les producteurs américains ont souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale. Ils ont également souligné que le dumping était une pratique déloyale.

SOCIAL

M. STOLÉRIU CONSTITUE UN GROUPE DE TRAVAIL POUR ÉTUDIER LE PROBLÈME DES ATELIERS CLANDESTINS

M. Stolériu, secrétaire d'État au Travail, a constitué un groupe de travail pour étudier le problème des ateliers clandestins. Le groupe de travail sera présidé par M. Stolériu. Il sera composé de représentants de l'industrie, de l'artisanat, de la recherche scientifique, de la police, de la justice, de la santé, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, de la famille, de la vieillesse, de la handicapée, de la défense, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'air, de l'espace, de l'environnement, de la qualité de la vie, de la sécurité, de la paix, de la coopération internationale, de la solidarité, de la justice sociale, de la démocratie, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

La question des ateliers clandestins a été soulevée. M. Stolériu a souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises.

La question des ateliers clandestins a été soulevée. M. Stolériu a souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises.

La question des ateliers clandestins a été soulevée. M. Stolériu a souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises.

La question des ateliers clandestins a été soulevée. M. Stolériu a souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises.

La question des ateliers clandestins a été soulevée. M. Stolériu a souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises.

La question des ateliers clandestins a été soulevée. M. Stolériu a souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises. Il a également souligné que les ateliers clandestins étaient une source de problèmes pour les entreprises.

SOC

etats

entilles de confad

On ne les sent plus sur foot.

Encore plus douces.

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (dite aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd. Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 683.85.32

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

entilles de confad

On ne les sent plus sur foot.

Encore plus douces.

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (dite aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd. Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 683.85.32

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

entilles de confad

On ne les sent plus sur foot.

Encore plus douces.

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (dite aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd. Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 683.85.32

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

entilles de confad

On ne les sent plus sur foot.

Encore plus douces.

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (dite aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd. Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 683.85.32

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

SOCIAL

DE MARS A NOVEMBRE 1980

La C.G.C. organise les états généraux de l'encadrement

Des mars prochains, la C.G.C. organisera dans les entreprises des états généraux de l'encadrement, qui aboutiront, en novembre 1980, à une convention nationale rassemblant quatre mille à cinq mille cadres. Entre-temps, les fédérations et les unions départementales feront les synthèses des réunions qui auront eu lieu dans les firmes et organiseront des conventions départementales (septembre-octobre).

« Il s'agit », déclare M. Jean Menu, président de la C.G.C., d'élaborer des cahiers de revendications, de doléances et de propositions, de donner la possibilité de mobiliser tous les militants et la majorité du personnel d'encadrement, et de permettre à la C.G.C. de « retourner aux sources d'inspiration de son langage et de moderniser ses doctrines ».

Après les promesses annoncées depuis quatre ans par les porte-paroles de la C.G.C., mais jamais tenues, la C.G.C. veut présenter, avant la campagne électorale des élections municipales, un projet permettant « au pays de sortir de la crise ». Ces états généraux, qui seront financés par la vente d'un million ou deux de cartes de 10 francs (chaque), auront aussi pour but de renforcier la C.G.C., dont les effectifs annoncés sont de 520 000 à 80 % des cadres n'étant pas syndiqués.

Il pourrait aussi déboucher, comme cela a déjà été annoncé, par la désignation d'un candidat à l'élection. M. Jean Menu, qui ne sera pas candidat lui-même jusqu'à présent, mardi, à la

prosse, les modalités d'organisation de ces états généraux. C'est M. Paul Marchetti, secrétaire général adjoint de la C.G.C. — et candidat possible — qui a été élu à une question d'un journaliste, à l'idée d'une candidature à l'élection. « Je n'ai pas d'autre ambition », a-t-il déclaré, « que d'être élu au premier tour et de donner au premier tour le mandat d'élaborer les propositions de la C.G.C. ».

Intervenant alors sur ce sujet, M. Jean Menu a rappelé que, fidèle à l'opposition, la C.G.C. ne soutiendra aucun parti et ne donnera aucune consigne de vote au deuxième tour si l'idée d'un candidat au premier est retenue. Faisant état des déclarations de l'entourage du président de la République, selon lesquelles cette intervention de la C.G.C. risquerait d'être « nocive » et de desservir la cause du régime, M. Menu a estimé que la C.G.C. ne devait pas se laisser influencer par les médias.

Des projets de la C.G.C. manifestent en tout cas à la fois le malaise et la faiblesse d'une organisation syndicale qui ne sait comment mobiliser les cadres et les militants. Il y a aussi des signes de faiblesse, comme certains dirigeants de la C.G.C. qui ont à nouveau les pouvoirs publics s'efforçant de calmer l'encadrement, en lui faisant entendre que la prochaine loi de finances, pour 1981, pourrait prévoir un relèvement des tranches des revenus imposables.

J.-P. D.

EN DÉPIT DE GRAVES DIVERGENCES

Les négociations entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins ne sont pas rompues

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a confirmé, mardi après-midi 19 février, au cours de la cinquante-neuvième réunion de la commission des caisses d'assurance-maladie et des médecins, que les négociations n'étaient pas rompues. Elle a déclaré que les médecins ne renonceraient pas à la convention qu'elle a proposée.

Le projet des caisses (de mardi 19 février) est un projet d'augmentation de 10 % des dépenses médicales, ce qui, en outre, consiste à lier les dépenses médicales aux dépenses des régimes d'assurance-maladie, à renforcer l'autodiscipline et surtout à créer trois catégories de médecins avec des conditions différentes de remboursement : les « médecins », les « conventionnés » avec un remboursement normal ; les « agréés » qui auront la liberté de fixer leurs honoraires, mais appliqueront le système d'autodiscipline ; les « conventionnés » avec un remboursement inférieur des patients ; les « hors-cadre » dont les clients seraient à supporter la totalité des frais.

Pour le C.S.M.F., le principal syndicat — ce projet est « inacceptable » dans son principe, mais surtout dans ses modalités d'application. Le C.S.M.F. craint que les tarifs des « conventionnés » soient fixés au plus bas, ce qui interdirait les praticiens à domicile dans le deuxième secteur, et dégraderait les conditions de travail des médecins. Cette hypothèse signifie que 30 % et même davantage de médecins ne seraient plus des conventionnés classiques.

Les caisses présentent cependant qu'aucun projet écrit n'a encore été proposé. Les négociations n'étant jusqu'à présent limitées à poursuivre un tour d'horizon uniquement verbal. Est-ce l'indication d'un compromis imminent, ou d'une négociation possible ? En tout cas, les points de vue ne sont pas rompus.

Une nouvelle réunion du groupe de travail des caisses d'assurance-maladie et des médecins aura lieu le mardi 26 février et les signataires de l'actuelle convention se retrouveront en réunion plénière cette fois, mardi 26 février.

« Les négociations ne sont pas rompues », a déclaré M. Robert Bono, secrétaire général de la C.G.C. « Les négociations ne sont pas rompues », a déclaré M. Robert Bono, secrétaire général de la C.G.C. « Les négociations ne sont pas rompues », a déclaré M. Robert Bono, secrétaire général de la C.G.C.

● Pour bloquer les dépenses de soins médicaux remboursés par la Sécurité sociale, il s'agit de réduire de manière importante les dépenses médicales et de multiplier les médecins ayant la liberté de fixer leurs honoraires. La C.G.C. est fermement opposée à cette politique qui pénaliserait les travailleurs et leurs familles et entraverait les possibilités sociales en matière de santé.

AFFAIRES

LE C.N.P.F. EST HOSTILE AUX CONVENTIONS ENTRE CONSOMMATEURS ET PROFESSIONNELS

Le C.N.P.F. est tout à fait en désaccord avec les organisations de consommateurs, sur le principe des conventions collectives de la consommation, a déclaré M. Paul Simonet, président de la commission consommation du Conseil national du patronat français.

« Nous refusons le principe de telles conventions par lesquelles les professionnels, à l'instar de celles qui existent dans le monde du travail, parce qu'ils ont un rapport avec les relations d'encadrement et celles des consommateurs avec les industries », a expliqué M. Simonet. « De plus, nous serions les seuls à nous engager à ce qui ne nous engage pas », a-t-il ajouté.

Déjà par cette réaction, les organisations de consommateurs ont néanmoins accepté de poursuivre le dialogue, notamment au sein du Comité national de la consommation où a été mis en place un groupe de travail tripartite (consommateurs, professionnels, pouvoirs publics) chargé d'analyser ces questions.

MONNAIES

NOTABLE BAISSE DE L'OR NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR

La ferme détermination de lutter contre l'inflation qu'a affichée, mardi 19 février, M. Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis (voir page 29), et la hausse des taux américains qui s'en est ensuivie ont provoqué une baisse du dollar et une hausse notable de l'or. Le cours de l'once de 31,1 g est tombé de 612,5 dollars mardi matin à 625 dollars mercredi 20 février. C'est la monnaie américaine s'est revalorisée sur tous les marchés, que ce soit à Francfort (1,75 DM) et Zurich (1,6875 F.S.), à Paris (410 F) et à Tokyo (245 Yens).

● Les autorités suisses ont décidé mercredi 20 février d'assouplir les mesures destinées à contenir l'arrivée des fonds étrangers en Suisse. Avec effet au 21 février, les avoirs étrangers placés sur des livrets, carnets ou comptes d'épargne, ne seront plus soumis à aucune restriction.

Les dépôts à terme d'une durée d'au moins six mois effectués par des banques étrangères dans des banques suisses ont également été relâchés. Les plateformes relatives aux ventes à terme de francs suisses à des étrangers ont été relâchées.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Bon démarrage

Plusieurs commandes importantes et le règlement de quelques projets achevés ont permis à Siemens AG d'enregistrer, durant le premier trimestre du nouvel exercice, c'est-à-dire du 1er octobre au 31 décembre 1979, une nette augmentation de ses commandes nouvelles et de son chiffre d'affaires. Siemens ne pense toutefois pas que l'expansion des affaires se poursuivra à ce rythme rapide jusqu'à la fin de l'exercice.

Les commandes enregistrées à l'échelle mondiale se sont chiffrées pour le 1er trimestre de l'exercice à 10 milliards de francs, soit 15 % de plus que le montant totalisé l'an dernier pendant la même période. En Allemagne fédérale, le volume des commandes a progressé de 20 % pour s'établir à 9,3 milliards de francs, tandis que les ordres obtenus à l'étranger s'élevaient à 9,7 milliards de francs, soit une augmentation de 10 %. Cette hausse des commandes a été compensée par la perte d'administrations étrangères des télécommunications et de la Bundespost, projets relevant de la compétence de la Division Communication. La société RWU a reçu la commande d'un groupe turbo-alternateur à gaz de 125 MW destiné à la centrale de Walsheim sur le Neckar. RWU est en outre chargée de poursuivre l'extension d'une installation de dessalement d'eau de mer en Arabie saoudite. La Division Énergie électrique fournit plusieurs stations de transformation assurant la distribution d'énergie en Algérie, ainsi que des équipements électrotechniques pour une centrale à vapeur de deux fois 65 MW, située dans l'île de Chypre.

En milliards de francs	du 1.10.79 au 31.12.79	du 1.10.78 au 31.12.78	Variations
Marché allemand	7,7	9,3	+20%
Marché étranger	9,7	9,3	+4%
Marché allemand	6,8	7,5	+11%
Marché étranger	7,5	9,1	+21%
En milliards de francs	30,9.79	31.12.78	Variations
Commandes par trimestre	9,7	9,3	+4%
Stocks	34,8	34,8	0%

Le chiffre d'affaires, 16,5 milliards de francs, a connu une augmentation de 16 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sur le marché allemand, son total de 7,5 milliards de francs représente une progression de 11 %.

Les facturations à l'étranger s'élevaient à 9,1 milliards de francs, soit une hausse de 21 %. Les Divisions Communication et Informatique ont connu les taux de croissance les plus élevés du Groupe.

	30.9.79	31.12.78	Variations
Personnel par trimestre	334	338	0%
Allemagne	229	229	0%
Etranger	105	109	+ 1%

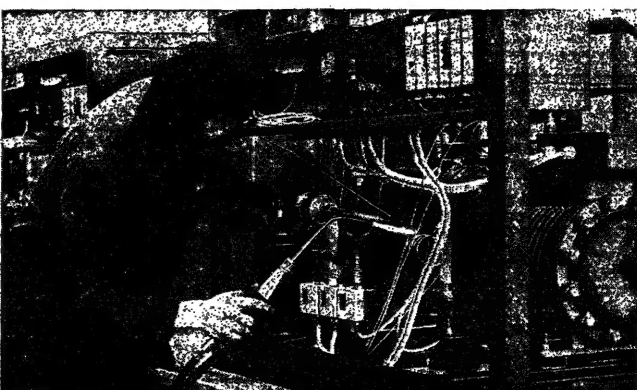
	du 1.10.78 au 31.12.78	du 1.10.79 au 31.12.79	Variations
Facturation par trimestre	9,7	9,3	- 4%
Facture par personnel	229	229	0%
Facture par unité de production	229	229	0%

Au cours des 3 premiers mois du nouvel exercice, l'effectif est passé de 334 000 à 338 000 personnes. Resté inchangé en R.F.A., le nombre des salariés a augmenté de 1000 personnes à l'étranger. Si l'effectif moyen a marqué une progression de 3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, les frais de personnel se sont accrus de 10 %, atteignant 7,7 milliards de francs. Cette hausse des charges provient des augmentations contractuelles des revenus en R.F.A. et du relèvement des frais de personnel à l'étranger ainsi que de dépenses supplémentaires en matière de privatisation de l'énergie et d'une mutation de la structure du personnel.

En millions de francs	du 1.10.79 au 31.12.79	du 1.10.78 au 31.12.78	Variations
Facturation par trimestre	9,7	9,3	+4%
Facture par personnel	229	229	0%
Facture par unité de production	229	229	0%
en % du C.A.	2,3	2,3	0%

Une somme de 951 millions de francs a été investie en immobilisations corporelles et en titres de participation. Le chiffre correspondant de l'exercice précédent, 508 millions de francs, était exceptionnellement bas. Deux entreprises utilisant des technologies d'avant-garde ont été acquises durant le trimestre considéré : il s'agit de Microwave Semiconductor Corp., Somerset, N.J., 300 personnes, et de Databit Inc., Hauppauge, N.Y., 500 personnes.

Le rapport bénéfice net/C.A. ressort à 2,3 % comme l'an dernier. Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31 décembre 1979 : 100 F = 42,82 DM.



Les pompes à chaleur, un marché en expansion. Devant la montée continue des prix du pétrole, la demande en pompes à chaleur a fait un bond. Ce dispositif anti-gé permet un chauffage des locaux par prélèvement de la chaleur

de l'environnement. Nous avons dû accroître considérablement les capacités de production de notre usine Klingenberg-Weid de Kulmbach, pour pouvoir faire face à cette forte demande.

Siemens AG

En France: Siemens Société Anonyme

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL, N° 02/80 DRAE**

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Publicité)

BASIC RESOURCES INTERNATIONAL S.A.

Daté le 5 février 1980.

M.R. BONNER,
Vice-président administratif
Basic Resources International S.A.
11, boulevard du Prince-Henri, Luxembourg

(Publisse)
E P E F
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DES EAUX DE FIGEH
RUE EL-NASSR
DAMAS - R.A.S.

AVIS N° 897
D'APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE
POMPES SUBMERSIBLES DE DRAINAGE (EXHAURE)

Vo l'annonce, l'EXPEE annonce un appel d'adresses pour la fourniture de pompes submersibles de drainage (éclairage) pour les entrepôts laboraux de la source sans, conformément aux conditions suivantes :

- Cauterisation : (23 000) Vingt-Clmg mille Litres
- Cauterisation définitif : (15 512) Dix Pour Cent de montants
- Délai de livraison : Sera fixé par la soumissionnaire.
- Garantie : 12 mois
- Validité de l'offre : (09) Quarante-Vingt-Jours à partir de la date de la soumission.
- Pénalité de retard : (0,1 5) Un Pour Mille du montant global du contrat, par jour de retard, mais ne dépassant pas (30 %) du montant des offres.

Les offres seront acceptées au maximum de la soumission de la soumissionnaire, sous réserve de la validité, du cautionnement provisionnel requis, ainsi qu'une copie de la soumission.

Une copie du cahier des Charges peut être obtenue de l'EXPEE ou du service technique du Bureau des Projets Principaux, durant l'heure d'office.

Les offres seront acceptées jusqu'au jeudi 30 mars 1980, 14 h, au service technique du Bureau des Projets Principaux.

MEDECINE. PHARMACIE

PESUP 325.63.30

(ROYAUME)

COUDITS)	oeuvre par la Chambre de Co leur résidence, attestant qu'il Fabricant ou de Producteur.
----------	---

Impôts approchera 90 M.F. en 1978 contre 73 l'an passé.

Par ailleurs, l'ensemble des filiales de la société, béton agrégé et négoce de matériaux présente une situation bénéficiaire en nette progression sur 1978.

Dans ces conditions, une amélioration du dividende paraît acquise.

(ROYAUME D'ARABIE SAUDITE)
RP 8A/02

œuvre par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de Fabricant ou de Producteur.

PARIS
20 FÉVRIER

Marché très résistant

La marche a continué d'opposer les très fortes résistances aux tentatives bénéficiaires toujours très ambiguës et, d'ordinaire, très mal nourries de propédeutique si diverse, l'indicateur instable a seulement fléchi de 0,15 %. Pourtant, avant l'ouverture, beaucoup s'attendaient à voir les primes s'effondrer assez nettement. L'alignement avec le nouveau reculé Wall Street, mais aussi avec la réponse des primes qui avait eu ce jour. En fait, si la Bourse de Paris est prompte à s'enslaminer quand sa grande concurrente américaine manifeste de bonnes dispositions, elle est aussi prompt à la baisse surient autres, ne parlant pas de l'absence des sous les sous des États-

LONDRES

Le refus du personnel de British Leyland de déclencher une grève pour obtenir la réintégration d'un délégué syndical produit un effet favorable sur le marché. Après une baisse initiale, les cours se redressent, notamment aux pétroles et aux fonds d'Etat. Stabilité des industrielles. Lourdeur des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 626 - contre 832 25		
VALEURS	CLOTURE 19/3	COURS 20/3
Bismuth	126 ..	125 ...
British Petroleum	484 ..	482 ...
Charbonnais	76 ..	76 ...
De Beers	12 7/16	11 3/4
Imperial Chemical	395 ..	394 ...
Isipal Tinto Zinc Cor.	468 ..	438 ...
Shell	374 ..	373 ...
Société	137 ..	137 ...
Went Loan 3 1/2 %	32 3/8	32 3/8
West Orientale	82 1/2	79 1/2
Western Holdings	65 1/2	64 1/2

(*) En dollars U.S.

NEW-YORK

Nouveau repli

[illegible]

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DUMEX. — Distribution d'une action gratuite pour quatre créées jouissances du 1^{er} janvier 1979. Le dividende global serait maintenu à 45 F sur le capital augmenté.

NOGRANDA MINES. — Bénéfice net pour 1979: 334.5 millions de dollars contre 133.2 millions. Le dividende trimestriel payable le 14 mars est porté de 25 à 30 cents.

B.A.S.F. — En vue de développer ses activités dans l'alimentation animale, le groupe chimique allemand vient de créer à Mexico une nouvelle société, la B.A.S.F. Vitamines, en association avec la société de finan-

Associé avec la société de financement Bancomer. La B.A.S.F. de Mexico, filiale du groupe, détient 40 % du capital de cette société dont le principal actif se compose des actions de la firme mexicaine

VRI S.A., récemment acquise, et bien connue au Mexique comme fabricant de produits pour l'alimentation animale. B.A.S.F. Vitamines prévoit d'étendre son champ d'action.

PROMOTION DE LA VOILE ET DES TECHNIQUES NOUVELLES S.A.
— Emulsion au lait des 6000 cc.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/2	28.2
1 dollar (ex year) ..	245 18	245 45

5 - 20 FÉVRIER

RS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.
----	------------------	------------------	---------	------------------

	COURS	CO
--	-------	----

VALUES	15/2	10
--------	------	----

...	87	58
...	108 7/8	60
ing	61 3/4	62
Manhattan Bank	37 5/8	57
ant de Nemours	48 3/4	48
Kodak	67	67
...	47	53
...	32	31
ral Electric	62 3/4	51
ral Steel	37 3/4	37
...	51	51
...	13 3/4	12
...	67 5/8	67
...	39 1/4	39
...	41 1/4	41
...	35	35
...	39 3/4	36
...	113 3/4	115
...	37 7/8	37
...	28 1/8	28
...	36 1/2	36
Steel	21 1/2	23
...	24 1/2	24
...	64 7/8	65

INDICES QUOTIDIENS

INSER. base 100 : 20 dec. 1977
18 fév. 1981

Cours français ..	112	11
Cours étrangers ..	110.6	11
% DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Coté général	113.6	11

Taux du marché monétaire

3 prieta 11 2/4

BOURSE DE PARIS - 20 FÉVRIER - COMPTANT[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

DES CHANCES | DOUBTES DES REFLÈTES | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

DES CHANGES		AUX GUICHETS		MARCHE LIBRE DE L'OR	

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA TENSION INTERNATIONALE : « La comédie américaine », par Philippe de Saint-Robert.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES

— CANADA : M. René Lévesque s'apprête à se livrer à un « match impressionnant » avec M. Trudeau. L'opposition s'étend du Québec et en Amérique centrale.

4. ASIE

— INDE : une partie de la presse accuse Mme Gandhi de « vouloir parer à tout de méthodes autoritaires ».

5. AFRIQUE

— LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA : d'importants détachements militaires ont été positionnés dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

6. EUROPE

— Les religions en Yougoslavie (III), par Henri Feschet.

7. DIPLOMATIE

— LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN : les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

POLITIQUE

8. Confiance à la présidence de la République, M. Giscard d'Estaing a été élu à un grand écart national sur l'énergie nucléaire.

DÉFENSE

SOCIÉTÉ

11. Les policiers ont constaté que Joseph Fontenay a été victime d'un crime furtif.

EDUCATION

HYPOTHÈSES DÉCOULES

JEUX OLYMPIQUES

ARTS ET SPECTACLES

15. DANSE : Roland Petit renoue avec le Festival de l'Opéra de Paris. Garnier, par Marcelle Maitre, entretient avec Marcel Landowski.

CINÉMA

THÉÂTRE

EXPOSITION

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉGIONS

ECONOMIE

CONJONCTURE

SOCIAL

ÉTRANGER

RADIO-TELEVISION (23)

ANIMALES

SPORTS

ENVIRONNEMENT

SCIENCE

TECHNIQUE

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

SAISON

MM. Joxe, Lecourt et Vedel prêteront serment le 29 février

Après la nomination, le 15 février, par le président de la République, de M. Georges Vedel comme membre du Conseil constitutionnel, en remplacement de M. François Goguel, parvenu au terme de ses fonctions, le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, a annoncé le mandat de M. Louis Joxe (le Monde du 17-18 février). Le président du Sénat, M. Alain Poher, a lui aussi, reconduit dans ses fonctions M. Robert Lecourt, M. Henry Rey, nommé membre du Conseil constitutionnel en février 1979, et M. Louis Joxe, le 16 septembre 1979. M. Louis Joxe, né le 16 septembre 1901, lui avait succédé pour terminer son mandat qui expirait en février 1980. Il en va de même pour M. Robert Lecourt, né le 19 septembre 1903, qui, en septembre 1979, a remplacé M. Paul Coste-Floret, décédé qui avait été nommé membre du Conseil constitutionnel en 1971. Aux termes de l'article 12 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant organisation du Conseil constitutionnel, M. Joxe et Lecourt ayant siégé — en tant que suppléants — moins de trois ans ont pu être nommés pour terminer le mandat de M. Goguel (soixante-sept ans), nommé le 15 février 1979, et M. Robert Lecourt (soixante-neuf ans), nommé le 16 février 1979.

CINQ NOUVELLES USINES GENERAL MOTORS EN EUROPE

Le groupe américain General Motors premier fabricant mondial d'automobiles, vient d'annoncer la création de cinq nouvelles usines d'équipement d'automobiles en Europe et d'investissement de 1,5 milliard de dollars. Trois de ces usines seront situées en Espagne, une en Autriche et une en Irlande du Nord.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

Les forces soviétiques auraient détruit trois villages par mesure de représailles

New-Delhi (A.F.P.). — Des forces blindées soviétiques auraient détruit trois villages afghans et tué plus de trois cents personnes par mesure de représailles contre le harcèlement des rebelles, selon des informations reçues de Kaboul. New-Delhi, mercredi 20 février. Selon un témoin d'une des attaques, les Soviétiques se livraient à des destructions systématiques depuis le 9 février, à proximité de Baghlan, capitale de la province de même nom, au nord-est du pays.

REPRISE DES VENTES DE BEURRE EUROPÉEN A L'U.R.S.S.

Bruxelles. — La Commission de l'O.C.E. a décidé mercredi 20 février de reprendre à partir du 15 mars prochain les ventes de beurre européen à l'Union soviétique et aux pays de l'Est. Toutefois, ces ventes de beurre, qui proviendront des stocks d'intervention de l'O.C.E., se feront « sans subvention directe ». Elles étaient interrompues depuis le mois de janvier. (A.F.P.)

LA GRÈVE A LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Les journalistes de la Nouvelle République du Centre-Ouest, dont le siège est à Tours, ont décidé mercredi 20 février de reprendre le mouvement de grève. Le directeur de la publication, M. Jean-Louis Baudry, a annoncé qu'il ne reprendrait pas la publication du journal.

LE PRODUIT NATIONAL BRITANNIQUE A AUGMENTÉ DE 3,7 %

Le produit national brut britannique a augmenté de 3,7 % en 1979, par rapport à 1978, selon les données publiées mercredi 20 février par le Bureau des statistiques nationales.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

Les forces soviétiques auraient détruit trois villages par mesure de représailles

New-Delhi (A.F.P.). — Des forces blindées soviétiques auraient détruit trois villages afghans et tué plus de trois cents personnes par mesure de représailles contre le harcèlement des rebelles, selon des informations reçues de Kaboul. New-Delhi, mercredi 20 février. Selon un témoin d'une des attaques, les Soviétiques se livraient à des destructions systématiques depuis le 9 février, à proximité de Baghlan, capitale de la province de même nom, au nord-est du pays.

REPRISE DES VENTES DE BEURRE EUROPÉEN A L'U.R.S.S.

Bruxelles. — La Commission de l'O.C.E. a décidé mercredi 20 février de reprendre à partir du 15 mars prochain les ventes de beurre européen à l'Union soviétique et aux pays de l'Est. Toutefois, ces ventes de beurre, qui proviendront des stocks d'intervention de l'O.C.E., se feront « sans subvention directe ». Elles étaient interrompues depuis le mois de janvier. (A.F.P.)

LA GRÈVE A LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Les journalistes de la Nouvelle République du Centre-Ouest, dont le siège est à Tours, ont décidé mercredi 20 février de reprendre le mouvement de grève. Le directeur de la publication, M. Jean-Louis Baudry, a annoncé qu'il ne reprendrait pas la publication du journal.

LE PRODUIT NATIONAL BRITANNIQUE A AUGMENTÉ DE 3,7 %

Le produit national brut britannique a augmenté de 3,7 % en 1979, par rapport à 1978, selon les données publiées mercredi 20 février par le Bureau des statistiques nationales.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont fait preuve d'une grande prudence.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Des unités militaires ont été positionnées dans deux camps de la frontière tuniso-libyenne.

LA PROPOSITION DE NEUTRALISATION DE L'AFGHANISTAN